

**RAPPORT N° 2022/3-21  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 30 juin 2022**

**OBJET : RESILIATION ANTICIPEE DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE MADAME MARIE SYLVIE DUGAIN POUR UNE ACTIVITE COMMERCIALE « RESTAURANT CHEZ CHRIS » SUR LE DOMAINE PUBLIC PORTUAIRE DU PORT INTERCOMMUNAL DE SAINTE-MARIE  
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

Par convention notifiée le 14 juin 2019 et s'appliquant jusqu'à la fin des travaux de réaménagement du port de Sainte-Marie, la CINOR a consenti à Madame Marie Sylvie DUGAIN, une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public, pour l'exploitation d'un des modules provisoires à proximité du rond-point « Gandhi ».

Par courrier remis en date du 3 avril 2022, Madame Marie Sylvie DUGAIN a sollicité de la CINOR :

- La résiliation anticipée de la convention correspondante,
- L'exonération des redevances dues au titre de l'AOT consentie et des titres de recettes en découlant, à compter du 2 avril 2021 et d'un montant cumulé de 3 615,45 €, en invoquant comme motif la cessation de son activité depuis cette date pour des raisons financières. Le 25 mai 2022, Madame Marie Sylvie DUGAIN a transmis à la CINOR le récépissé de dépôt de déclaration de cessation d'activité délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de La Réunion correspondant, joint en annexe au présent rapport.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la résiliation anticipée de la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable du domaine public consentie à Madame Marie Sylvie DUGAIN pour l'exploitation d'un module provisoire à proximité du rond-point « Gandhi »,
- Approuve l'exonération des redevances d'autorisation d'occupation temporaire dues à compter du 2 avril 2021, d'un montant de 3 615,45 €,
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette résiliation.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2022/3-21  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 30 juin 2022**

**OBJET : RESILIATION ANTICIPEE DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE MADAME MARIE SYLVIE DUGAIN POUR UNE ACTIVITE COMMERCIALE « RESTAURANT CHEZ CHRIS » SUR LE DOMAINE PUBLIC PORTUAIRE DU PORT INTERCOMMUNAL DE SAINTE-MARIE  
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/3-21 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220630-BC2022-3-21-DE  
Date de télétransmission : 11/07/2022  
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver la résiliation anticipée de la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable du domaine public consentie à Madame Marie Sylvie DUGAIN pour l'exploitation d'un module provisoire à proximité du rond-point « Gandhi »

**ARTICLE 2**

D'approuver l'exonération des redevances d'autorisation d'occupation temporaire dues à compter du 2 avril 2021, d'un montant de 3 615,45 €

**ARTICLE 3**

D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette résiliation

Nombre de votants : 12  
Suffrages exprimés : 12  
Vote pour : 12  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

08 juin 2022

Le Président,  
Maurice GIRONCEL

